

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

## Apprentissage : le haut-commissaire Éric Garnier évoque un phénomène de saturation dans certains territoires ou filières

Astrid Gruyelle

4-6 minutes

Alors que les entrées en apprentissage sont orientées à la baisse en 2025 pour la première fois depuis la réforme de 2018, le haut-commissaire à l'Enseignement et à la Formation professionnels y voit possiblement "un phénomène de saturation". Intervenant lors d'une table ronde organisée à Paris, le 20 janvier 2026, par l'association JobIRL, Éric Garnier appelle à "renforcer tous les partenariats" tandis que Thibaut Guilluy (France Travail) défend "un enjeu d'ancrage de la culture de l'alternance" et qu'Olivier Faron (Medef) exige "un cadre pérenne et projeté sur l'avenir", notamment financier.



De gauche à droite : Olivier Faron (Medef), Éric Garnier (haut-commissaire) et Thibaut Guilluy (France Travail) lors d'une table ronde organisée à Paris, le 20 janvier 2026, par l'association JobIRL. AEFInfo

Si les chiffres sur l'ensemble de l'année 2025 ne sont pas encore connus, les [données arrêtées par la Dares](#) à fin octobre 2025 font état d'une baisse des entrées en apprentissage de 4,4 % sur un an. La première depuis l'entrée en vigueur de la réforme de 2018 portée par la loi "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel". "Il y a peut-être un sujet conjoncturel, mais il y a peut-être un phénomène de saturation sur certains territoires, certaines filières", a relevé le haut-commissaire à l'Enseignement et à la Formation professionnels, Éric Garnier, lors d'une table ronde organisée à Paris, le mardi 20 janvier 2026, par l'association JobIRL qui intervient sur le champ de l'orientation des jeunes (1).

"Je rappelle que le nombre de CFA est passé de 950 en 2018 à 3 700 en 2024", a ajouté Éric

Garnier en précisant que les chiffres de 2025 ne sont pas encore disponibles. Face à ce constat, le haut-commissaire a insisté sur "la nécessité de renforcer tous les partenariats, territoire par territoire", entre les entreprises et les organismes de formation par apprentissage. Il s'agit, selon lui, d'"un travail à mener pour avoir des jeunes formés là où on en a besoin".

#### Un enjeu RH

À ce travail partenarial s'ajoute pour les entreprises un autre défi pour enrayer l'érosion des entrées en apprentissage. De l'avis du directeur général de France Travail, également présent à la table ronde, "on a un enjeu d'ancrage de la culture de l'alternance, qui est un bon investissement et le meilleur moyen à la fois d'assurer l'avenir de la jeunesse, mais aussi d'avoir les compétences durables pour faire face aux besoins de l'économie". "On n'a pas encore une culture très forte en France de l'investissement dans les RH, a déploré Thibaut Guilluy. C'est un investissement à long terme, stratégique. Si c'est juste parce que l'aide [à l'embauche d'apprentis] baisse de 1 000 euros ou de 2 000 euros qu'on arrête une politique d'apprentissage, c'est inquiétant."

"Le DRH, notamment dans les grands groupes, a besoin d'y voir clair sur la situation", a réagi à ce sujet Olivier Faron. Alors que la prime à l'embauche a déjà fait l'objet de plusieurs baisses et que son sort dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026 demeure incertain, le responsable du pôle Compétences, Formation, Jeunesse du Medef demande "un cadre pérenne et projeté sur l'avenir".

#### Une politique publique

"Du côté des entreprises, nous sommes très inquiets par la politique qui est en train d'être menée sur l'apprentissage", a insisté Olivier Faron. "C'est une politique publique de la jeunesse qui marche et elle est en train d'être remise en cause", a-t-il poursuivi en dénonçant en particulier des "attaques" sur "les grands groupes" et sur "les niveaux 6 et 7" (Bac+3 et au-delà). Sur ce dernier point, Olivier Faron a été rejoint par Éric Garnier, selon lequel "l'apprentissage dans le supérieur mène à davantage de mixité", et Thibaut Guilluy qui voit cette modalité de formation comme un moyen de lutter contre "les inégalités face à l'enseignement supérieur".

"Il est important que du point de vue de la politique publique on ait aussi une vision à long terme de l'apprentissage et qu'on ne soit pas tout le temps dans des 'stop and go', des coups de rabet au gré des difficultés pour boucler un budget au dernier moment, a reconnu le directeur général de France Travail. En estimant que "ce qui est vrai pour les entreprises doit aussi être vrai pour les politiques publiques".